

LA GRANDE GUERRE DES HISTORIENS BELGES, 1914-2014

- *Bruno Benvindo, Benoît Majerus & Antoon Vrints* -

Sur la Première Guerre mondiale comme sur d'autres sujets, les historiens belges se sont longtemps distingués par un faible degré de réflexion critique sur leurs travaux, pratiques et méthodes. L'absence d'une culture du débat historiographique a empêché de mettre ces travaux en perspective, d'en révéler les logiques comme les évolutions. Un siècle d'histoires de la Grande Guerre atteste que les historiens belges ont fait leur "métier" : les publications n'ont (presque) jamais cessé et elles ont été recensées dans des bibliographies exhaustives. Plus récemment, les inventaires ont été méticuleusement accumulés, et complétés par d'utiles guides de sources¹. Avec le centenaire de la guerre en vue, des guides de recherches ont même vu le jour². Mais la manière dont le conflit 1914-1918 a été analysé depuis un siècle par les historiens belges n'a, quant à elle, guère suscité la réflexion.

Cette lacune apparaît d'autant plus criante que les travaux sur la culture mémorielle qui naît de la Grande Guerre se sont, en Belgique aussi, multipliés depuis deux décennies. Les récits sur la guerre que produisent les monuments, les manuels scolaires ou les musées sont devenus des thèmes presque classiques de la recherche historique. Le récit que produisent les historiens eux-mêmes, et la part qu'ils prennent depuis un siècle dans le débat sur le passé de guerre, sont étrangement restés dans l'ombre.

L'objectif de cette contribution est d'analyser la manière dont les historiens belges ont donné un sens à la Grande Guerre depuis 1914. L'ambition n'est nullement de présenter un panorama complet de la production historiographique sur la guerre, mais d'*historiciser* le rapport qu'ont entretenu en Belgique les historiens professionnels avec ce passé de guerre, en dégagant les grandes tendances qui ont caractérisé l'historiographie du conflit au cours des cent dernières années. Ceci nécessite évidemment de prendre en compte les transformations structurelles qui ont affecté la profession historique au cours du siècle passé. Sous l'influence de processus comme la spécialisation et l'expansion du monde académique, le nombre d'historiens a augmenté de manière exponentielle. Par ailleurs, il y a cent ans, les historiens se concentraient sur le Moyen Âge et les Temps modernes, tandis que l'histoire contemporaine était une branche à peine respectable de la recherche historique : la situation est différente aujourd'hui. Sur le plan méthodologique et conceptuel, les changements n'ont pas été moindres, comme l'indique la succession de "turns" (culturel, linguistique, spatial, etc.) qu'a connus l'historiographie au cours des dernières décennies. Ces mutations du métier d'historien ont eu des conséquences directes sur l'historiographie de la Grande

Guerre. Dans leur bilan international de cette historiographie, Antoine Prost et Jay Winter distinguent trois générations dans l'écriture de la guerre 1914-1918 : une première génération d'historiens consiste en des contemporains du conflit, surtout intéressés par les questions militaires et diplomatiques; une deuxième génération se centre, à partir des années 1960-1970, sur l'histoire sociale de la guerre; enfin, une troisième génération explore, à partir des années 1990, les dimensions culturelles de l'événement 1914-1918³. Observe-t-on de semblables générations – qui correspondent aux grands courants de l'historiographie du siècle dernier – parmi les historiens belges de la Grande Guerre ? De manière plus large, l'expérience de la Grande Guerre a-t-elle contribué, comme ailleurs en Europe, à la légitimation de l'histoire contemporaine en Belgique ?

I. La (dé)mobilisation des historiens contemporains, 1914-1945

La première écriture de l'histoire de la guerre est contemporaine, ou presque, aux événements. Dès le début du conflit, il apparaît clairement à tous les belligérants que le combat ne se joue pas seulement sur le champ de bataille. Il s'agit aussi d'une "guerre des

1. P. LEFÈVRE & J. LORETTE (dir.), *La Belgique et la Première Guerre mondiale. Bibliographie*, Bruxelles, Musée royal de l'Armée, 1987; P.-A. TALLIER & S. SOUPART, *La Belgique et la Première Guerre mondiale. Bibliographie - Tome 2 (ouvrages édités de 1985 à 2000)*, Bruxelles, Musée royal de l'Armée, 2001; H. VANDEN BOSCH, M. AMARA, V. D'HOOGHE & P.-A. TALLIER (dir.), *Guide des sources de la Première Guerre mondiale en Belgique*, Bruxelles, AGR, 2010. 2. G. NATH & M. VAN ALSTEIN, *14-18 van dichtbij. Inspiratiegids voor lokale projecten over de Grote Oorlog*, Louvain, Acco, 2012; B. DEMASURE, *Boeren, boter en bezetters. Onderzoeksgids landbouw, voeding en Eerste Wereldoorlog*, Louvain, ICAG, 2013. 3. A. PROST & J. WINTER, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Paris, Seuil, 2004. 4. J. HORNE & A. KRAMER, *German Atrocities, 1914 : A History of Denial*, New Haven, Yale University Press, 2001.

mots⁴. Celle-ci s'articule à partir de 1914 autour de deux questions majeures : la *Kriegsschuldfrage* et les atrocités qui accompagnent l'invasion allemande. Les gouvernements allemands, français et britanniques publient des "livres" respectivement "blanc", "jaune" et "bleu" pour justifier leurs positions et discréditer les thèses de l'ennemi. Qu'il s'agisse de la *Kriegsschuldfrage* ou des atrocités, la Belgique est au cœur du débat. Elle l'est en tant que sujet historique, ballottée entre les puissances qui dominent l'Europe, mais également en tant que producteur d'un discours historique. Dès janvier 1915, la Belgique participe de manière institutionnelle aux controverses sur les origines de la guerre, l'invasion allemande ou la question des francs-tireurs, avec la création d'un Bureau documentaire belge (BDB) situé au Havre. On retrouve à sa tête Fernand Passelecq, avocat qui, après le conflit, sera chargé par le gouvernement belge de dresser la liste des Allemands coupables d'infractions au droit des gens. Tout au long de la guerre, Passelecq se débat, y compris contre sa propre administration, pour refuser les "artifices de la propagande politique". Il tente tant bien que mal de mettre en place ce qu'il appelle une "rigoureuse discipline scientifique", portée par des "documentateurs sérieux, voire des historiens"⁵.

Les différents volumes qui paraissent entre 1915 et 1919 dans le giron du BDB constituent *de facto* la première histoire de la Belgique en guerre. Ils reviennent longuement sur les controverses déjà évoquées, mais

s'attachent également à d'autres thèmes comme le travail forcé en Allemagne, la question des langues en pays occupé, ou les campagnes militaires en Afrique. Parmi cette production historiographique avant la lettre, un ouvrage sort du lot. On le doit à un sociologue, Fernand Van Langenhove, actif à l'Institut Solvay avant la guerre et devenu secrétaire du BDB. En 1916, âgé de 27 ans seulement, il publie *Comment naît un cycle de légendes. Francs-tireurs et atrocités en Belgique*, qui se démarque radicalement du flot d'écrits qui paraissent à cette époque sur la question⁶. Pour comprendre le déclenchement des violences qui a marqué l'invasion, Van Langenhove prend le parti de n'analyser que les sources allemandes, en particulier les témoignages de soldats, les articles de presse et les procès-verbaux officiels. Son étude révèle que les troupes allemandes furent victimes d'une "légende" : l'existence de francs-tireurs, laquelle était imaginaire mais alimentée par le souvenir de la guerre franco-allemande de 1870. C'est cette légende, conclut Van Langenhove, qui explique pourquoi ces troupes transgressent des frontières morales – ne pas s'en prendre à la population civile, en particulier aux femmes ou aux enfants – qui étaient également de mise dans les rangs allemands⁷. Traduit en quatre langues pendant la guerre, l'ouvrage reçoit les éloges de Marc Bloch au sortir du conflit. Le médiéviste français salue autant la rigueur de l'analyse que sa distance critique, dans un contexte d'extrême polarisation politique : "Ce qui est proprement

5. M. AMARA, *La propagande belge durant la Première Guerre mondiale (1914-1918)*, mém. lic. ULB, 1998, p. 17. 6. F. VAN LANGENHOVE, *Comment naît un cycle de légendes. Francs-tireurs et atrocités en Belgique*, Paris, Payot, 1916. 7. HORNE & KRÄMER, *German Atrocities*.

remarquable, c'est qu'il ait été écrit en 1917, par un Belge⁸.

Les historiens belges participent, eux aussi, à cette écriture contemporaine des événements de guerre. Le degré de mobilisation de ce petit groupe s'avère même remarquable⁹. Des historiens renommés comme Léon Van der Essen, professeur à l'Université de Louvain et durant la guerre propagandiste et chef de cabinet du Premier ministre belge en exil, ou Godefroid Kurth, enseignant à l'Université de Liège, prennent la plume alors que la guerre bat son plein pour en décrire certains épisodes marquants¹⁰. Ce n'est pas seulement dans le contexte des controverses sur les origines de la guerre et l'invasion que des historiens s'expriment pour la cause belge. En pays occupé, certains d'entre eux jouent un rôle considérable dans la résistance à la politique d'occupation allemande en général et à la *Flamenpolitik* en particulier. Le cas de Paul Fredericq et Henri Pirenne, figures de proue de l'opposition des professeurs gantois à l'"université von Bissing" et déportés pour cette raison en Allemagne, est bien

connu¹¹. Quant au médiéviste catholique Alfons Fierens, il s'en prend aux activistes dans les feuilles clandestines d'orientation flamingante loyaliste *De Vlaamsche Wachter* et *De Vlaamsche Leeuw*¹². En s'appuyant sur une "méthode strictement objective", l'éthos positiviste de l'historien belge et un argumentaire d'ordre historique, Fierens entend montrer que l'activisme n'est pas seulement une "faute tactique", mais surtout une "erreur théorique", à savoir le résultat d'une lecture erronée, raciale, de l'histoire. Se basant eux aussi sur des arguments historiques, d'autres historiens plaident – clandestinement en pays occupé et ouvertement en exil – en faveur d'un agrandissement de la Belgique après la guerre¹³. En exil également, le professeur liégeois Herman Vander Linden rédige une histoire de Belgique, destinée au public international et publiée en plusieurs langues, réfutant le discours allemand sur le caractère artificiel de l'État belge¹⁴. De cette manière, la mobilisation dans l'effort de guerre pousse les historiens belges à quitter les terrains familiers de l'histoire médiévale et moderne, pour pénétrer les territoires presque vierges de

8. M. BLOCH, "Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre. Psychologie collective", in *Revue de synthèse historique*, 1921, 8, p. 34 (Bloch se trompe : l'ouvrage a été publié en 1916, et non en 1917). 9. M. BEYEN, *Oorlog en verleden : nationale geschiedenis in België en Nederland, 1938-1947*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2002. 10. L. VAN DER ESSEN, *L'invasion allemande en Belgique : de Liège à l'Yser*, Paris, Payot, 1917; G. KURTH, *Le Guet-apens prussien en Belgique*, Paris, Champion, 1919 (l'ouvrage est publié à titre posthume, Kurth étant décédé en 1916). 11. Voir notamment G. WARLAND, "Rezeption und Wahrnehmung der deutschen Geschichtswissenschaft bei belgischen 'Epigone' : Paul Fredericq, Godefroid Kurth und Henri Pirenne", in M. BEYEN, G. DRAYE & H. ROLAND (éd.), *Deutschlandbilder in Belgien 1830-1940*, Münster (e.a.), Waxmann, (Studien zur Geschichte und Kultur Nordwesteuropas, vol. 22), 2011, p. 219-261. 12. A. FIERENS, *Het Belgisch vaderland. Een bijdrage tot de wijsbegeerte der Vlaamsche beweging*, Grimbergen, Katholikos, 1919, p. V-VI. 13. M. DE WAELE, *Naar een groter België! De Belgische territoriale eisen tijdens en na de Eerste Wereldoorlog. Een onderzoek naar de doeleinden, de besluitvorming, de realisatiemiddelen en de propagandavoering van de buitenlandse politiek*, thèse de doctorat RUG, 1989, p. 411-413, 459. 14. H. VANDER LINDEN, *Vue générale de l'histoire de Belgique*, Paris, Payot, 1918.

l'histoire contemporaine. Dès avant le conflit, le genre florissant de l'"histoire nationale" (avec comme exemple canonique l'*Histoire de Belgique* de Pirenne) avait certes amené certains historiens à sortir de leur champ scientifique centré sur l'Ancien Régime, pour intégrer la période contemporaine dans des œuvres destinées à un large public. Cela dit, la guerre 1914-1918 renforce spectaculairement ce besoin d'histoire nationale récente, lui conférant une urgence et une importance inédites jusqu'alors.

Cette mobilisation ne s'arrête pas à l'Armistice. Dans l'immédiat après-guerre, les historiens continuent à mêler les rôles d'acteurs historiques et de chercheurs, comme en témoignent l'implication de Pirenne dans une commission d'enquête du Ministère de la Justice sur les atrocités de 1914 ou la présence de Van der Essen comme conseiller belge à Versailles¹⁵. Plus encore, l'après-guerre perpétue l'écriture précoce de l'histoire du conflit 1914-1918. Afin de fournir les sources et instruments nécessaires à ce récit historique, la Commission des Archives de la Guerre (CAG) est créée en novembre 1919 par le gouvernement, à l'initiative de la Commission royale d'Histoire. La Belgique s'inscrit de cette manière dans un mouvement de sauvegarde des documents qui traverse l'Europe entière, et voit naître les *Kriegsarchive* en Allemagne, l'*Imperial War Museum* en Grande-Bretagne et le *Comitati nazionale per la storia del Risorgimento*

en Italie. Au sein du comité directeur de la CAG, figurent principalement des historiens et des archivistes, auxquels s'ajoutent une petite représentation politique de même que Passelecq, l'ancien directeur du BDB¹⁶. Le président de ce comité, force motrice derrière la création de l'institution, est Henri Pirenne, figure tutélaire de l'historiographie nationale. Au vu du caractère total de cette guerre bouleversant l'ordre social, économique et politique, la collecte massive des sources est pour Pirenne "un devoir scientifique" vis-à-vis des futurs historiens, témoignant de "la crise la plus terrible par laquelle ait passé la civilisation moderne"¹⁷. Nonobstant le prestige de son président, la CAG périclité rapidement, essentiellement par manque de soutien de l'État belge. En 1928, ce travail précurseur est définitivement abandonné : les riches archives rassemblées sont intégrées aux Archives générales du Royaume, où elles déménageront de dépôt en dépôt, au point de ne devenir qu'un inextricable capharnaüm et de tomber dans l'oubli pendant plus d'un demi-siècle¹⁸.

Au-delà des archives, l'intérêt pour l'histoire de la guerre trouve, au cours des années 1920, une seconde traduction institutionnelle, qui vise elle aussi à fournir les outils nécessaires à la "scientification" du récit. La *Revue Belge des Livres, Documents et Archives de la Guerre 1914-1918* (RBLDA) sort de presse à partir de 1924. Plutôt que de fournir des contributions originales, elle

15. HORNE & KRAMER, *German Atrocities*, p. 358; DE WAELE, *Naar een groter België !*, p. 264.

16. C. MARTENS, *Belgische historici en de verwerking van de Eerste Wereldoorlog. Een studie aan de hand van de Commission des Archives de la Guerre en de Revue Belge des Livres, Documents et Archives de la Guerre (1919-1928)*, mém. master UGent, 2011. 17. H. PIRENNE, "Une histoire économique et sociale de la guerre", in *Bulletin de la classe des lettres et des sciences morales et politiques*, 1924, 4, p. 114. 18. AMARA, *La propagande belge*, p. 6.



La Belgique innocente, aux prises avec l'impitoyable envahisseur allemand : une allégorie au cœur des représentations de la guerre en 1914-1918. (Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire)

s'attache à publier des recensions critiques de la très abondante production écrite sur la Grande Guerre en Belgique et dans sa colonie congolaise¹⁹. Dans ce flot de publications, la RBLDA tente de trier le bon grain de l'ivraie, à l'aune des critères de la méthodologie positiviste qui avait triomphé au XIX^e siècle. Tout en offrant un aperçu de la production nationale sur 1914-1918, la RBLDA agit comme une instance de (dé)légitimation du travail de ceux qui, professionnellement ou non, écrivent l'histoire de la Grande Guerre.

Tout au long de l'entre-deux-guerres, l'événement 14-18 suscite, en effet, une vague sans précédent d'ouvrages, chroniques et brochures, au sein de laquelle le travail des historiens ne constitue qu'une partie très modeste²⁰. Journalistes, hommes politiques, romanciers ou citoyens ordinaires prennent, comme c'était déjà le cas durant le conflit, la plume pour raconter la guerre. Souvent engagée, cette littérature bénéficie au moins d'autant d'attention et de reconnaissance que la production des historiens professionnels. La figure du témoin, en particulier, s'érige comme l'autorité par excellence habilitée à livrer un récit sur la guerre. Au sein d'un mouvement d'écriture (de soi) d'ampleur européenne, la Belgique se distingue par l'attention portée aux aspects non-militaires du conflit. Nombre de témoins ayant une expérience civile du

conflit couchent leurs souvenirs sur papier, quand ils ne tentent pas plus ambitieusement de rassembler des "documents pour servir à l'histoire"²¹. Attestant de la force de cette vague de témoignages, Pirenne lui-même, à une époque où l'égo-histoire n'est pas encore en vogue parmi les historiens, publie en 1920 ses *Souvenirs de captivité en Allemagne*²².

La place limitée que les historiens occupent dans l'écriture de la guerre tient également à des logiques propres à la discipline. La professionnalisation de l'histoire s'était, en Belgique comme ailleurs, développée au XIX^e siècle à partir des études sur le Moyen Âge (et dans une moindre mesure les Temps modernes). Aucun département d'histoire contemporaine n'existait au sein des universités du pays, et la légitimité même d'une telle histoire était fortement contestée²³. Avant la guerre, le dédain de l'histoire académique pour les événements plus récents ne connaissait qu'une exception : celle de l'"histoire nationale", enseignée dans toutes les universités du pays et qui accordait une place à la période contemporaine. Mais au-delà de ce cas spécifique, la corporation des historiens belges restait fidèle à une conviction formalisée au XIX^e siècle : le recul du temps était indispensable à l'objectivité historique. Cette conviction, qui ne disparaîtra totalement qu'après 1945, est ébranlée une première fois

19. MARTENS, *Belgische historici*. 20. Comme en témoignent les pages de LEFÈVRE & LORETTE (dir.), *La Belgique et la Première Guerre mondiale*. 21. J. SCHMITZ & N. NIEUWLAND, *Documents pour servir à l'histoire de l'invasion allemande dans les provinces de Namur et de Luxembourg*, Bruxelles, G. Van Oest & Cie, 1919. 22. H. PIRENNE, *Souvenirs de captivité en Allemagne (mars 1916-novembre 1918)*, Bruxelles, Lamertin, 1920. 23. E. WITTE, "Pioniers en pionierswerk. De Belgische contemporaine vakgeschiedenis tussen 1890 en het midden van de jaren 1950", in G. VANTHEMSCHE, M. DE METSENAERE & J.-C. BURGELMAN (dir.), *De Tuin van Heden. Dertig jaar wetenschappelijk onderzoek over de hedendaagse Belgische samenleving*, Bruxelles, VUBPress, 2007, p. 19-105.

par la force du conflit 1914-1918. Comme on va le voir, quelques historiens de premier plan, armés de la légitimité qu'ils avaient acquise en tant que médiévistes, dépassent alors les préjugés de leur culture professionnelle pour écrire une histoire "à chaud" de la Grande Guerre²⁴.

Dans un premier temps, cette histoire se concentre sur les questions diplomatiques et politiques, telles les controverses sur l'invasion et l'occupation (*Flamenpolitik* comprise). Ces travaux sont doublement "nationaux" : ils traitent non seulement exclusivement de la Belgique, mais s'insèrent également dans l'effort de guerre national. Pièces de la mobilisation patriotique, ces travaux tranchent avec l'idéal "synthétique" de Pirenne, qui visait à intégrer histoire politique, socio-économique et dans une moindre mesure culturelle. Dans un deuxième temps, une approche plus distanciée s'impose. Le pacte de Locarno, qui doit annoncer une réconciliation internationale à partir de 1925, fournit, en toile de fond, le cadre diplomatique dans lequel émerge une mise à plat "scientifique" du conflit.

L'ouvrage le plus remarquable que produit cette historiographie paraît en 1928. On le doit à l'incontournable Pirenne, qui propose une large synthèse de l'histoire de la Belgique

occupée (et dans une moindre mesure de la Belgique en exil), sur base des publications des différentes commissions d'enquête nationales, des archives rassemblées par la CAG et du travail de ses collègues au sein de la Dotation Carnegie pour la paix internationale²⁵. L'ouvrage s'inscrit, en effet, dans ce qui constitue sans nul doute l'effort historiographique le plus notable de l'entre-deux-guerres, à savoir le projet éditorial que lance au début des années 1920 la Dotation Carnegie. Créée en 1910, cette fondation privée américaine donne naissance, après le conflit, à une série de 150 volumes, portant sur une quinzaine de pays. Proposant une vaste histoire socio-économique des sociétés en guerre, cette série se démarque des historiographies nationales courantes par son refus de la lecture patriotique des événements²⁶.

Dès 1924, Pirenne voit dans la série Carnegie une possibilité de dépasser les histoires partisans de la guerre, qu'il juge médiocres, pour parvenir à une analyse véritablement scientifique. "Le travail scientifique sur l'histoire de la guerre doit nécessairement débiter par l'investigation de ses côtés économiques et sociaux", écrit l'historien gantois, "en vertu même de leur nature, ils se prêtent à une étude objective et peu exposée à se laisser influencer par la passion nationale et

24. Dans un cas spécifique, celui de l'historien Hubert Van Houtte, l'expérience de guerre entraîne un mouvement inverse. Sous l'effet du conflit, Van Houtte, l'un des rares historiens belges qui publiait sur l'histoire contemporaine avant la guerre, oriente ses recherches vers les origines médiévales de la frontière linguistique et l'histoire des occupations étrangères sous l'Ancien Régime : C. VERLINDEN, "Hubert Van Houtte (1872-1948)", in *Revue belge de philologie et d'histoire*, 1949, 1-2, p. 555-560. 25. H. PIRENNE, *La Belgique et la guerre mondiale*, Paris/New-Haven, PUF, 1928. 26. A. CHATRIOT, "Comprendre la guerre. L'histoire économique et sociale de la guerre mondiale. Les séries de la Dotation Carnegie pour la Paix internationale", in J.-J. BECKER (dir.), *Histoire culturelle de la Grande Guerre*, Paris, Armand Colin, 2005, p. 33-44.

patriotique. Les faits dont ils se composent sont en outre relativement simples et susceptibles d'être traités suivant une méthode statistique échappant aux prestiges de l'imagination et de la fantaisie. Enfin, ce sont, pour la plus grande partie des faits de masse, des faits anonymes et collectifs. L'action individuelle y est, en général, réduite au minimum et cela les approprie singulièrement à l'investigation scientifique²⁷. Parmi les historiens belges, Pirenne est pourtant bien seul dans son enthousiasme envers cette entreprise transnationale visant à rendre "scientifique" l'histoire de la guerre. Une fois la phase de mobilisation culturelle passée, la plupart des historiens perdent tout intérêt pour le conflit 1914-1918. Ainsi, le médiéviste Léon Van der Essen, auteur d'une *Petite histoire de l'invasion et de l'occupation allemande* en Belgique dès 1917, retourne à ses sujets de prédilection après le conflit. Dans son cas comme dans celui de nombre d'historiens belges, les écrits de guerre apparaissent finalement surtout motivés par la notion de devoir patriotique, et moins par un intérêt professionnel.

Étant donné que les historiens, sauf Pirenne, délaissent rapidement la période 1914-1918, l'importance des volumes belges de la série Carnegie y est bien plus grande encore qu'ailleurs. Au nombre de sept, ces volumes paraissent entre 1924 et 1928²⁸. Certains d'entre eux, notamment ceux consacrés au chômage ou à la législation allemande, restent

jusqu'aujourd'hui les ouvrages de référence sur le sujet²⁹. L'histoire qu'ils proposent se focalise sur l'expérience de l'occupation : l'exil n'est abordé qu'à travers une monographie consacrée au gouvernement réfugié en France. Quant à l'expérience des soldats, elle est tout simplement rayée de la carte, comme dans les autres séries nationales, logique pacifiste de la Dotation Carnegie oblige. La formation des auteurs à qui l'on doit les volumes de la série belge mérite l'attention. Si la synthèse finale est sans surprise confiée à Henri Pirenne, aucun autre historien (à l'exception d'un des fils Pirenne, Jacques) n'est mobilisé dans ce projet : on recense cinq juristes, un sociologue et un ingénieur. Comme ailleurs en Europe, ce sont surtout des anciens administrateurs d'institutions de guerre qui ont été sollicités. Même dans un projet historiographique aussi ambitieux que celui de la Dotation Carnegie, les historiens occupent une position somme toute marginale. Ici comme ailleurs, ils subissent de plein fouet la concurrence d'autres disciplines académiques, en particulier les sciences sociales alors émergentes³⁰.

Outre la section belge de la série Carnegie, l'ouvrage collectif *La Belgique restaurée* est le témoin le plus important de l'intérêt des sciences sociales pour l'impact de la guerre sur la société belge³¹. L'ampleur de cette étude, qui paraît en 1926 sous la direction du professeur liégeois (et politicien libéral) Ernest

27. PIRENNE, *Une histoire économique*, p. 117. 28. Le comité allemand consacre également un volume à la Belgique occupée : L. v. KÖHLER, *Die Staatsverwaltung der besetzten Gebiete : Belgien*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1927. 29. J. PIRENNE & M. VAUTHIER, *La législation et l'administration allemandes en Belgique*, Paris/New-Haven, PUF, 1925; E. MAHAÏM, *Le chômage en Belgique pendant l'occupation allemande*, Paris/New Haven, PUF, 1926. 30. CHATRIOT, "Comprendre la guerre". 31. E. MAHAÏM (dir.), *La Belgique restaurée. Étude sociologique*, Bruxelles, Lamertin, 1926.



Professeur à l'université de Liège et maître d'Henri Pirenne, Godefroid Kurth décède en 1916. "Le Guet-apens prussien en Belgique", rédigé peu avant sa mort, sera publié à titre posthume en 1919. (Archives Université de Liège)

Mahaim, est bien plus large que ce que ne laisse deviner son titre : en comparant la situation d'avant et d'après-guerre sur des terrains aussi divers que la démographie, les finances ou le travail, ce livre fournit un véritable bilan de l'impact socio-économique du conflit sur la Belgique. Dans l'introduction de l'ouvrage, Mahaim précise que ce travail, avec son approche quantitative, se concentre sur les tendances économiques, et non sur le vécu de guerre. L'absence de la population comme acteur historique est également criante dans les ouvrages de la série Carnegie. Plus globalement, cette lacune constitue un trait commun à toute l'historiographie du conflit qui émerge en Europe durant l'entre-deux-guerres. Qu'elle ait été menée au front ou à l'arrière, la guerre est toujours vue d'en haut³². Dans le cas belge, ce n'est que dans la synthèse de Pirenne que des thèmes comme les comportements, les mentalités et les stratégies de survie de la population sont abordés. On est encore loin d'une histoire sociale ou culturelle de la guerre.

Pour d'autres aspects essentiels de la Grande Guerre, les historiens professionnels abandonnent même carrément le terrain. Il en va ainsi de l'histoire militaire : l'histoire du front, qui constitue une part majeure de la production livresque entre 1918 et 1940³³, reste l'apanage des militaires eux-mêmes. Elle s'écrit autour d'institutions spécifiques, en particulier le Musée de l'Armée devenu institution d'État en 1923, et de revues qui le

sont tout autant, à l'instar du *Bulletin belge des sciences militaires*. Ces espaces autonomes garantissent à l'histoire militaire un développement quantitatif remarquable, mais ils ont aussi pour effet de couper des autres courants historiographiques. À travers ces canaux, c'est une histoire littéralement non-académique qui s'écrit, où l'érudition se combine au patriotisme pour narrer les grandes et petites heures d'un régiment ou d'une bataille.

En 1928, dans l'introduction de *La Belgique et la guerre mondiale*, Pirenne indique que sa synthèse a surtout pour but de stimuler de nouvelles recherches, en formulant des hypothèses ouvertes à la critique historique. Dans les faits, ces nouvelles recherches ne viendront pas : paradoxalement, l'ouvrage de Pirenne ne marque pas un point de départ, mais un point final provisoire à la recherche historique sur le conflit 1914-1918. Une fois la phase de mobilisation nationale achevée, la plupart des historiens impliqués dans l'écriture "à chaud" de l'histoire de la guerre perdent tout intérêt pour le sujet. À partir des années 1930, le constat ne fait plus doute : la Grande Guerre n'est pas parvenue à imposer l'histoire contemporaine dans les universités. Quant aux récits des historiens belges sur la guerre, ils sont noyés dans un foisonnement de discours mémoriels plus influents, qui font la part belle aux subjectivités individuelles et à l'irréductibilité de l'expérience sensible³⁴.

32. PROST & WINTER, *Penser la Grande Guerre*, p. 27-29, p. 205-207. 33. Environ la moitié des 500 pages de la bibliographie de la Première Guerre mondiale d'avant 1985 (dans les faits, surtout d'avant 1940) concernent l'histoire militaire : LEFEVRE & LORETTE (dir.), *La Belgique et la Première Guerre mondiale*. 34. S. DE SCHAEPEDRIVER, "Rancœurs et grands cœurs : les fictions d'occupation en Belgique", in P. SCHOENTJES & G. THEETEN (dir.), *La Grande Guerre : Un siècle de fictions romanesques*, Genève, Droz, 2008, p. 183-204. Ceci est une caractéristique commune à l'historiographie européenne de l'entre-deux-guerres : PROST & WINTER, *Penser la Grande Guerre*, p. 19.

II. Une historiographie à huis clos, 1945-1990

L'après-Seconde Guerre mondiale voit la légitimation et l'institutionnalisation de l'histoire contemporaine. Alors que la Grande Guerre n'était que très partiellement parvenue à ériger le XX^e siècle en sujet d'étude valable pour l'historien universitaire, cette situation change partout en Europe après 1945³⁵. En Belgique, l'histoire contemporaine s'ancre définitivement dans le paysage académique à partir de la fin des années 1960, comme en témoigne la création de la *Revue belge d'histoire contemporaine* en 1969 et de l'*Association belge pour l'histoire contemporaine* trois années plus tard. Mais dans le développement d'une histoire contemporaine, champ qui attirera bientôt le plus d'étudiants en Belgique, la Première Guerre mondiale ne jouera qu'un rôle mineur.

La Seconde Guerre mondiale a en effet, entretemps, repoussé à la marge l'expérience 1914-1918. Jusqu'aux années 1990, les historiens belges se désintéressent largement de la Grande Guerre : ce conflit semble résolument obsolète en regard des questions brûlantes comme des potentialités de recherche qu'offre la période 1940-1945. Même l'histoire militaire trouve de nouveaux questionnements dans la déroute de 1940 ou dans la bataille des Ardennes, et n'aborde qu'à peine, à l'instar de son chef de file Henri Bernard, le premier conflit mondial. Les

approches sociales et politiques connaissent un déplacement identique à partir des années 1960. En témoigne la trajectoire de l'historien bruxellois José Gotovitch : alors qu'il avait rédigé au début des années 1960 le premier mémoire de licence consacré à la Grande Guerre³⁶ et qu'il avait été l'un des conseillers historiques de l'émission de télévision *1914-1918. Le journal de la Grande Guerre*, Gotovitch abandonne par la suite ce terrain pour devenir l'un des ténors de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale en Belgique. Il contribue entre autres au développement du Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde Guerre mondiale (CREHSGM), qui jouera au cours des décennies qui suivent un rôle-moteur dans l'essor de l'historiographie du conflit 1940-1945. Le contraste est criant avec le manque de moyens et de légitimité dont souffre alors l'étude de la Grande Guerre.

Cette légitimité défaillante se marque d'abord au niveau de la politique archivistique. Alors que le CREHSGM, institution financée par l'État, rassemble et inventorie tout ce qui se rapporte à la Seconde Guerre mondiale, la période 1914-1918 ne fait, à l'évidence, pas partie des priorités des Archives générales du Royaume. Un même désintérêt est perceptible dans la recherche académique : la Première Guerre mondiale reste un sujet marginal dans les universités, malgré le boom qu'y connaît l'histoire contemporaine. L'analyse des articles publiés dans la *Revue belge d'Histoire contemporaine* montre le poids

35. P. LAGROU, "Historiographie de guerre et historiographie du temps présent : cadres institutionnels en Europe occidentale, 1945-2000", in *Bulletin du Comité international d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 1999-2000, 30-31, p. 191-215; H. ROUSSO, *La dernière catastrophe. L'histoire, le présent, le contemporain*, Paris, Gallimard, 2012. 36. J. GOTOVITCH, *Contribution à l'histoire de la presse censurée 1914-1918*, mém. lic. ULB, 1961.

très relatif de la Grande Guerre dans cette nouvelle historiographie contemporaine : seules 7 contributions sur 431 lui sont consacrées entre 1969 et 1999. Le bilan des concepteurs de la bibliographie sur l'histoire de la Première Guerre mondiale en Belgique, qui paraît en 1987, est sans appel : "La production historique relative au sujet est vieillie et dépassée, quand elle n'est pas inexistante"³⁷. L'histoire de la Grande Guerre n'est plus abordée que de manière sporadique et fragmentée. Elle se focalise désormais autour de trois débats.

La première de ces controverses concerne le sort des soldats flamands. Dans la mémoire nationaliste flamande, ces combattants sont présentés comme doublement victimes, à la fois de la violence du front et des brimades d'un appareil militaire francophone. Une telle injustice apparaît d'autant plus insupportable qu'ils auraient constitué 80 % des troupes sur l'Yser, alors que la population belge se composait de 55 % de néerlandophones pour 45 % de francophones. Cette inégalité dans le sacrifice s'érige en mythe fondateur du nationalisme flamand : lancé en 1917 par les activistes, le chiffre de 80 % de soldats flamands intègre pendant plus d'un demi-siècle les discours qui résonnent à la tour de l'Yser, mais se retrouve également dans bon nombre de livres d'histoire flamands³⁸. Il faut attendre les années 1970 et 1980 pour

que plusieurs historiens du nord du pays en proposent une approche critique, menant le débat dans la littérature spécialisée mais également dans les colonnes d'un journal influent comme *De Standaard*. Ce n'est que dans la seconde moitié des années 1980 que deux historiens militaires mettent un point final à la discussion sur ce qu'ils appellent "le mythe des 80 %" : Luc De Vos et Hans Keymeulen démontrent que le pourcentage de soldats flamands morts au cours de la guerre s'élève à 64 %, soit une surmortalité réelle mais plus faible que ce que la mythologie nationaliste flamande avait toujours soutenu³⁹.

Le second débat porte sur le mouvement activiste flamand sous l'occupation, et plus largement sur l'impact de la Première Guerre mondiale sur le nationalisme flamand. Dès les années 1920, les activistes sont présentés, dans les milieux nationalistes flamands et notamment par ses historiens, comme des "idéalistes" exprimant une frustration flamande de longue date face aux injustices francophones. Cette image est battue en brèche à partir des années 1970 par des historiens soucieux d'aller au-delà des idées reçues. En 1974, Lode Wils, spécialiste reconnu du mouvement flamand, lance un pavé dans la mare : l'activisme, argumenté-t-il, était une création de la *Flamenpolitik* de l'occupant, et non l'inverse⁴⁰. L'anti-

37. LEFEVRE & LORETTE (dir.), *La Belgique et la Première Guerre mondiale*, p. 6. 38. C. VAN EVERBROECK, "Une conscience née dans le feu. Divergences à propos du pourcentage de victimes flamandes de la Première Guerre mondiale", in A. MORELLI (dir.), *Les grands mythes de l'Histoire de Belgique, de Flandre et de Wallonie*, Bruxelles, Vie ouvrière, 1995, p. 233-242. 39. L. DE VOS & H. KEYMEULEN, "Een definitieve afrekening met de 80 %-mythe? Het Belgisch Leger (1914-1918) en de sociale en numerieke taalverhoudingen onder de gesneuvelden van lagere rang", in *Belgisch Tijdschrift voor Militaire Geschiedenis*, 1988-1989, 8-1-2, p. 589-61, 1-37, 81-101. 40. L. WILS, *Flamenpolitik en aktivisme*, Louvain, Davidsfonds, 1974.



*Henri Pirene, prisonnier au camp de Holzminden en 1916.
(Archives "Universiteit Gent")*

belgicisme du mouvement flamand, inexistant avant 1914, aurait été importé artificiellement par l'occupant pour détruire l'État belge. Sans *Flamenpolitik*, conclut l'historien louvaniste, il n'y aurait pas eu de nationalisme flamand séparatiste. Les décennies suivantes voient l'historiographie flamande s'affronter autour de la thèse de Wils, les uns la réfutant en mettant en évidence l'autonomie des activistes flamands et les traces d'anti-belgicisme dans le mouvement flamand avant 1914, les autres la radicalisant encore davantage en soutenant que l'activisme (et dans une certaine mesure le mouvement flamand) était, avant même la guerre, impulsé par le pangermanisme allemand⁴¹.

Le troisième et dernier point de discussion concerne le rôle d'Albert I^{er} en 1914-1918. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, les ouvrages sur cette question tenaient plus de l'hagiographie que de l'historiographie, participant directement à la construction du mythe du "roi-chevalier"⁴². Ce n'est qu'à partir des années 1970 qu'une nouvelle génération d'historiens dépasse ce récit mythologique : l'influence des virulentes controverses sur l'attitude du fils et successeur d'Albert I^{er}, Léopold III, au cours de la seconde occupation est tout sauf étrangère

à cette révision historiographique. Pour la première fois, les archives sont mobilisées, et elles nuancent fortement l'image d'un roi luttant héroïquement contre la barbarie allemande. Divers auteurs démontrent que, soucieux de préserver l'équilibre européen, le souverain a tenté d'obtenir, plus qu'une victoire militaire, une paix de compromis pendant la guerre, notamment en engageant des pourparlers avec l'Allemagne⁴³. Au cours des années suivantes, l'historienne et archiviste Marie-Rose Thielemans pousse cette analyse nettement plus loin : Albert aurait été un roi pacifiste, voire défaitiste⁴⁴. Le mythe initial est alors presque totalement inversé, ce que ne manque pas de susciter en retour d'autres écrits plus nuancés⁴⁵.

Ces trois débats qui scandent l'historiographie de la Grande Guerre des années 1960 aux années 1990 ont en commun plusieurs caractéristiques. Ils témoignent, d'abord, de l'émergence d'une nouvelle génération d'historiens qui, s'appuyant sur une enquête archivistique approfondie, entendent en finir avec les mythes qui avaient jusqu'alors dominé les mémoires belge et flamande. Une nouvelle fonction critique apparaît dévolue à l'historiographie : les historiens ont le devoir moral d'analyser et de déconstruire les idées reçues du débat

41. J. TOLLEBEEK, "Historiografie", in *Nieuwe Encyclopedie van de Vlaamse Beweging*, Tielt, Lannoo, 1998, 1, p. 117-171; B. YAMMINE, *Drang nach Westen: de fundamente van de Duitse Flamenpolitik (1870-1914)*, Louvain, Davidsfonds, 2011; B. DE WEVER, "The Flemish Movement and Flemish Nationalism. Instruments, Historiography and Debates", in *Studies on National Movements*, 2013, 1, p. 50-80. 42. L. VAN YPERSELE, *Le roi Albert : histoire d'un mythe*, Ottignies, Quorum, 1995, p. 231-242. 43. C. WYFFELS (dir.), *Actes du colloque Roi Albert*, Bruxelles, AGR, 1976; J. WILLEQUET, *Albert I^{er}, roi des Belges. Un portrait politique et humain*, Paris, Delarge, 1979. 44. M.-R. THIELEMANS (dir.), *Albert I^{er}. Carnets et correspondance de guerre 1914-1918*, Paris/Louvain-la-Neuve, Duculot, 1991. 45. H. HAAG, *Le comte Charles de Broqueville, ministre d'État, et les luttes pour le pouvoir, 1910-1940*, Louvain-la-Neuve, Collège Erasme, 1990.

public⁴⁶. Une autre caractéristique commune, sans doute moins réjouissante, est l'isolement qui caractérise ces trois discussions. Toutes se rangent dans une histoire politique somme toute traditionnelle, où dominent les enjeux communautaires qui font et défont la Belgique. Si cette historiographie s'ouvre au débat public, elle ne participe en aucun cas aux courants internationaux qui émergent à cette époque autour de la Grande Guerre⁴⁷. Ces trois débats belgo-belges passent totalement à côté de l'histoire sociale qui renouvelle, à partir des années 1970, la connaissance du conflit en Europe. Cette ignorance s'explique par le fait que ces controverses sont le fruit de discussions émanant d'autres historiographies : elles s'inscrivent dans l'histoire du mouvement flamand et dans celle de la fonction royale – deux questions historiographiques alors majeures –, sans véritablement prendre la Grande Guerre comme objet *an sich*.

Il n'est dès lors guère étonnant que la production belge ne joue qu'un rôle limité dans le débat international sur le conflit 1914-1918. Si les historiens belges ratent l'envol d'une histoire sociale de la Grande Guerre dans les

années 1970-1980, ils marquent également peu d'intérêt pour une historiographie allemande qui, à la même époque, se penche à nouveau sur le cas belge. Dans la foulée des débats provoqués par le *Griff nach der Weltmacht* de Fritz Fischer (1964), la politique d'occupation en Belgique va faire l'objet de diverses recherches outre-Rhin. La question des francs-tireurs, le rôle du cardinal Mercier ou encore le saccage de la bibliothèque de Louvain sont quelques-uns des sujets traités dans ces ouvrages qui sortent, pour la plupart, au cours des années 1980⁴⁸. Ces travaux ne rencontrent que très peu d'échos en Belgique.

Quant à l'histoire sociale, qui s'impose à cette époque dans les départements d'histoire des universités de Bruxelles et de Gand, elle dédaigne à présent le "temps court" des guerres mondiales. Alors qu'un historien économique et social comme Pirenne avait donné durant l'entre-deux-guerres ses lettres de noblesse à l'historiographie de 1914-1918, ses successeurs privilégient désormais d'autres temporalités⁴⁹. À cela s'ajoute le penchant développé pour l'histoire du mouvement ouvrier, qui considère (à tort) la guerre comme

46. Phénomène encore bien plus visible pour la Seconde Guerre mondiale : P. LAGROU, "De maatschappelijke rol van de historicus: de casus van de geschiedschrijving over de tweede wereldoorlog", in E. WITTE (dir.), *De maatschappelijke rol van de geschiedenis. Historici aan het woord*, Bruxelles, Vlaams Instituut voor Geschiedenis, 2010, p. 47-52. 47. PROST & WINTER, *Penser la Grande Guerre*. 48. F. WENDE, *Die belgische Frage in der deutschen Politik des Ersten Weltkrieges* (Schriftenreihe zur Auswärtigen Politik, 7), Hamburg, 1969; I. MESEBERG-HAUBOLD, *Der Widerstand Kardinal Merciers gegen die deutsche Besetzung Belgiens, 1914-1918 : ein Beitrag zur politischen Rolle des Katholizismus im ersten Weltkrieg*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 1982; L. WIELAND, *Belgien 1914 : die Frage des belgischen "Franktireurkrieges" und die deutsche öffentliche Meinung von 1914 bis 1936*, Frankfurt a. M., P. Lang, 1984; W. DOLDERER, *Deutscher Imperialismus und belgischer Nationalitätenkonflikt : die Rezeption der Flamenfrage in der deutschen Öffentlichkeit und deutsch-flämische Kontakte 1890-1920*, Melsungen, Verlag Kasserer Forschungen zur Zeitgeschichte, 1989. 49. P. VAN DEN EECKHOUT & P. SCHOLLIERS, "Social History in Belgium : Old Habits and New Perspectives", in *Tijdschrift voor sociale geschiedenis*, 1997, 2, p. 147-181.



Le professeur liégeois Ernest Mahaim, sous la direction duquel paraît en 1926 la première étude sociologique d'envergure sur l'impact du conflit sur la société belge. ("Liberaal Archief")

une simple parenthèse⁵⁰. Seuls quelques efforts isolés pour s'insérer dans les courants internationaux voient le jour. Citons en particulier les travaux sur les indicateurs socio-économiques réalisés par Peter Scholliers qui, à partir de la fin des années 1970 et tout au long des années 1980, sont proches de ceux que mènent alors Jürgen Kocka en Allemagne et Jay Winter en Angleterre⁵¹. Un exemple plus tardif de transnationalisation nous est fourni par l'histoire des femmes : s'inspirant des débats français et anglo-saxons, des pionnières comme Eliane Gubin ou Denise De Weerd se penchent sur le rôle des femmes en 1914-1918 et sur l'impact qu'a le conflit sur les identités de genre⁵². Mais ces nouvelles lectures de la Grande Guerre, qui proposent une approche à la fois plus sociale et moins enclavée nationalement, ne connaissent que peu de suites. Il faudra attendre la seconde moitié des années 1990 pour que les historiens belges se raccrochent au wagon européen.

III. Le tournant des années 1990 : diversification et internationalisation

La fin du XX^e siècle voit la Grande Guerre faire un retour spectaculaire au sein de

l'historiographie belge. Cet intérêt accru pour un sujet qui apparaissait quelques années auparavant irrémédiablement daté s'inscrit dans une renaissance qui prend place à l'échelle européenne. Les raisons en sont multiples, et tiennent selon une explication classique aux évolutions géopolitiques qui bouleversent alors l'Europe. La guerre civile qui déchire l'ex-Yougoslavie (là où, rappelle-t-on de manière lancinante, la Première Guerre mondiale avait débuté) semble annoncer le retour des nationalismes. Quant à l'effondrement du bloc de l'Est, il fait émerger de nouvelles réflexions sur l'unité historique de ce qui devient le "court XX^e siècle"⁵³. Dans ce raisonnement, la Seconde Guerre mondiale, si elle reste un événement central, n'est plus le point de départ de l'analyse. C'est désormais la Grande Guerre qui est lue comme la catastrophe matricielle d'un siècle qui aurait commencé en 1914 pour s'achever en 1991.

En Belgique, ce renouveau historiographique se décompose en trois séquences distinctes. En 1997, l'historienne belge Sophie de Schaepdrijver publie *De Grote Oorlog*, titre assez commun pour un ouvrage qui ne l'est pas. Il s'agit là, rien de moins, que

50. On verra néanmoins quelques exemples isolés d'études sur les syndicats durant la guerre : F. LEHOUCQ, "De grote vakbonden in België tijdens Wereldoorlog I", in *Belgisch Tijdschrift voor Militaire Geschiedenis*, 1983, 2, p. 149-166; G. VAN GOETHEM, "Tussen front en fabriek. De Centrale der Belgische Metaalbewerkers in Engeland tijdens de Eerste Wereldoorlog", in *Roodgloeiend. Bijdragen tot de geschiedenis van de Centrale der Metaalbewerkers van België*, Gand, Amsab, 1990, p. 217-239. 51. P. SCHOLLIERS, "Koopkracht en indexkoppeling. De Brusselse levensstandaard tijdens en na de eerste wereldoorlog, 1914-1925", in *Belgisch Tijdschrift voor Nieuwste Geschiedenis*, 1978, 3-4, p. 333-380; P. SCHOLLIERS & F. DAELEMANS, "Standards of Living and Standards of Health in Wartime Belgium", in R. WALL & J.M. WINTER (dir.), *The Upheaval of War : Family, Work, and Welfare in Europe, 1914-1918*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 1988, p. 139-158. 52. D. DE WEEEDT, *De vrouwen van de Eerste Wereldoorlog*, Gand, Stichting Mens en Cultuur, 1993; E. GUBIN, "Bespiegelingen over sekse en oorlog in België, 1914-1918", in *Jaarboek voor Vrouwengeschiedenis. Sekse en Oorlog*, 1995, 15, p. 33-48. 53. E. HOBSBAWM, *The Age of Extremes : the Short Twentieth Century, 1914-1991*, Londres, Michael Joseph, 1994.

de la première synthèse sur la Belgique en 1914-1918 depuis le travail de Pirenne paru septante ans plus tôt⁵⁴. L'ouvrage, aussitôt acclamé, est un tour de force. De Schaepdrijver y propose un ambitieux tour d'horizon de ce que furent les expériences belges durant la Première Guerre mondiale, en s'appuyant sur une bibliographie pour le moins éclatée et lacunaire, mais aussi en se plongeant elle-même dans les archives. Liant histoire politique, sociale et culturelle, l'ouvrage combine une approche académique – il devient rapidement le livre de référence sur la période – et un style narratif attrayant qui sera à la base de son succès public. Fait rare en Belgique, un livre d'histoire occupe durant plusieurs semaines la première place sur les listes des *bestsellers* des rayons non-fiction. La version néerlandaise connaît neuf rééditions entre 1997 et 2008. Quant à son auteure, qui occupait jusqu'alors une position quelque peu marginale dans le champ historiographique national (elle avait soutenu un doctorat à l'Université d'Amsterdam et enseignait aux Pays-Bas), elle se voit propulsée au cœur des nouveaux développements autour de 1914-1918.

Si l'ouvrage de Sophie de Schaepdrijver sonne le réveil, il ne s'agit encore, dans un premier temps, que d'une œuvre solitaire. Au cours des années qui suivent, la recherche académique sur la Première Guerre mondiale en Belgique va s'institutionnaliser, en suivant deux directions complémentaires. La première est

celle d'une histoire avant tout culturelle, qui s'ancre à l'Université catholique de Louvain (UCL) autour de Laurence van Ypersele. Cette historienne avait soutenu en 1994 une thèse de doctorat sur le roi Albert I^{er}. Contrairement à la génération précédente, ce n'est plus la pratique royale, mais le mythe construit autour du "roi-soldat" qui est à présent l'objet de l'analyse⁵⁵. Cette approche en termes d'histoire des représentations marque, par la suite, toute la production issue de l'UCL. À partir de la fin des années 1990, l'empreinte de la Grande Guerre sur la société belge est explorée à travers l'étude des monuments aux morts ou encore du souvenir des atrocités de 1914⁵⁶. Ensuite, ce courant élargit son champ d'intérêt à d'autres thèmes, tels que la résistance et l'espionnage en Belgique occupée ou encore l'occupation de la Ruhr. Sur le plan international, cette première "école" belge de 1914-1918 connaît un processus de légitimation important avec la cooptation de sa chef de file, Laurence van Ypersele, au sein du comité directeur de l'Historial de Péronne, avec lequel elle partage une lecture culturelle de la guerre.

Le second champ de développement, s'inscrit, quant à lui, davantage dans la tradition de l'histoire sociale. Il émerge d'abord au sein de l'ancien Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde Guerre mondiale, rebaptisé depuis 1997 Centre d'études et de documentation Guerre et Sociétés Contemporaines (CEGESOMA).

54. S. DE SCHAEPDRIJVER, *De Grootte Oorlog. Het koninkrijk België tijdens de Eerste Wereldoorlog*, Amsterdam, Atlas, 1997. 55. Publié l'année suivante : L. VAN YPERSELE, *Le roi Albert : histoire d'un mythe*. 56. S. CLAISSE, *Du Soldat Inconnu aux monuments commémoratifs belges de la guerre 14-18*, Bruxelles, Académie royale de Belgique, 2013; A. FRANÇOIS & F. VESENTINI, "Essai sur l'origine des massacres du mois d'août 1914 à Taminies et à Dinant", in *Cahiers d'histoire du temps présent*, 2000, 7, p. 51-82.



Le rôle du roi Albert I^{er}, que l'on voit ici faire sa "joyeuse entrée" dans Bruxelles libérée, fut longtemps l'un des thèmes centraux de l'historiographie belge de la Grande Guerre. (Musée royal de l'Armée)

Ce changement de nom traduit l'élargissement de la focale chronologique de cette institution publique, qui inclut désormais dans ses thématiques l'ensemble du "court XX^e siècle"⁵⁷. La Première Guerre mondiale, en particulier, y devient un champ d'investigation privilégié. La part belle y est faite aux expériences de guerre, avec une comparaison souvent explicite entre les deux conflits mondiaux. Ce courant s'ancre par la suite dans le champ académique, notamment à l'Université de Gand où il rencontre une tradition forte d'histoire sociale.

En soutien direct à ces deux voies de recherche, les Archives générales du Royaume mènent, à partir de la seconde moitié des années 1990, une politique remarquablement volontariste dans la mise à disposition des archives 1914-1918⁵⁸. Le contraste est frappant avec le désintérêt qui avait entouré ces documents depuis l'entre-deux-guerres : en une quinzaine d'années, plus de 200 inventaires d'archives sont publiés sur cette période par les AGR. Seul à même de rendre possible une autre écriture de l'histoire de la Belgique en 1914-1918, cet effort structurel s'accompagne d'une politique de valorisation des nouveaux résultats de recherche⁵⁹. Sur le plan éditorial,

les AGR s'illustrent par la création d'une collection consacrée spécifiquement à la Grande Guerre. Lancée en 2001, cette série d'*Études sur la Première Guerre mondiale* compte aujourd'hui une vingtaine de volumes, pour la plupart des mémoires de licence et de master qui trouvent là un lectorat plus large.

Depuis les années 2000, les historiens belges ne sont, en outre, pas les seuls à se (re)prendre d'intérêt pour l'expérience de la Belgique dans la Grande Guerre. Dans le cadre d'un questionnement international sur l'émergence de la "guerre totale"⁶⁰, le cas belge retient désormais l'attention d'historiens étrangers. Paru en 2001, l'ouvrage déjà classique de John Horne et Alan Kramer sur les atrocités de 1914 illustre cet intérêt, mais également l'intérêt que la Belgique présente dans une réflexion transnationale sur la violence de guerre et la manière dont elle touche les civils⁶¹. D'autres travaux produits à l'étranger au cours de la dernière décennie enrichissent la réflexion sur la totalisation de la guerre en prenant, eux aussi, la Belgique comme cas paradigmatique. L'exploitation de la main-d'œuvre en territoire occupé ou les spoliations artistiques, par exemple, deviennent des sujets qui contribuent autant à nourrir une

57. A. Vrints, "Een verruimde blik. Het Studie- en Documentatiecentrum Oorlog en Hedendaagse Maatschappij (SOMA) en de Eerste Wereldoorlog", in P.-A. Tallier & R. Boijen (dir.), *La Belgique et la Première Guerre mondiale. État des sources. État de la recherche*, Bruxelles, AGR, 2002, p. 329-334. 58. P.-A. Tallier, "Les 'Archives de la Guerre' et les fonds associés conservés aux Archives générales du Royaume", in Tallier & Boijen (dir.), *La Belgique et la Première Guerre mondiale*, p. 25-38. 59. Par exemple : P. Nefors & P.-A. Tallier (dir.), *Quand les canons se taisent*, Bruxelles, AGR, 2010. 60. R. Chickering, *Great War, Total War : Combat and Mobilization on the Western Front, 1914-1918*, Cambridge, CUP, 2000; J. Horne (dir.), *Vers la guerre totale : le tournant de 1914-1915*, Paris, Tallandier, 2010; S. Förster, *An der Schwelle zum totalen Krieg : die militärische Debatte über den Krieg der Zukunft 1919-1939*, Zürich, Schöningh, 2002. 61. Horne & Kramer, *German Atrocities*.

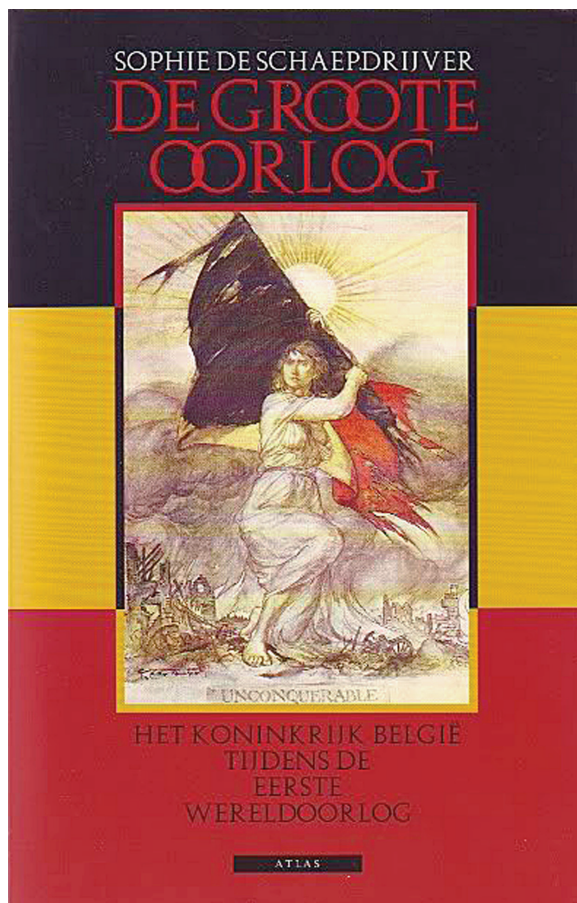
discussion internationale qu'à pallier les lacunes de l'historiographie domestique⁶².

L'internationalisation de l'étude de la Grande Guerre se fait également sentir au niveau des recherches doctorales. Parmi les thèses de doctorat soutenues au cours des trois dernières décennies sur la Belgique en 1914-1918, plus d'un tiers le sont à l'étranger (principalement en Allemagne), ce qui constitue une exception remarquable par rapport aux autres périodes de l'histoire nationale⁶³. Dès lors, au niveau des synthèses également, le cas de la Belgique (occupée) peut être pleinement intégré à une histoire transnationale de la guerre. Le constat désabusé que l'historien anglais Martin Conway posait en 1993 – l'histoire de Belgique est "remarquablement négligée" – n'est plus valable pour l'expérience de la Grande Guerre⁶⁴. Sous cet éclairage, il est paradoxal de constater que si les historiens étrangers intègrent toujours davantage la Belgique dans leurs horizons d'analyse, l'inverse est finalement moins vrai : rares sont les publications d'historiens belges

de 1914-1918 qui traitent d'autres pays ou de questions plus globales. Ce n'est qu'au cours des dernières années, et souvent dans des travaux de synthèse, que les expériences d'invasion et d'occupation ont incité certains chercheurs belges à poser des questions d'ordre général sur le sort des citoyens dans la guerre moderne⁶⁵.

L'historiographie actuelle de la Belgique en guerre se structure autour de trois expériences – l'occupation, l'exil et le front. Ce kaléidoscope d'expériences fait du pays un laboratoire de la guerre totale, préfigurant ce que sera l'Europe de la première moitié du XX^e siècle⁶⁶. Dans cette nouvelle perspective, l'histoire sociale semble faire son retour. Si l'approche culturelle a incontestablement donné un nouveau souffle à un sujet qui semblait épuisé en proposant un questionnement sur la "culture de guerre" et l'héritage du conflit, la structuration sociale des expériences de guerre s'érige aujourd'hui, en concordance avec les courants internationaux, comme l'un des fils rouges des recherches en cours.

62. C. KOTT, *Préserver l'art de l'ennemi ? Le patrimoine artistique en Belgique et en France occupées, 1914-1918*, Bruxelles, PIE/Peter Lang, 2006; C. ROOLF, "Dinosaurier-Skelette als Kriegsziel : Kulturgutraubplanungen, Besatzungspolitik und die deutsche Paläontologie in Belgien im Ersten Weltkrieg", in *Berichte zur Wissenschaftsgeschichte*, 2004, 1, p. 526; J. THIEL, "Menschenbassin Belgien ». *Anwerbung, Deportation und Zwangsarbeit im Ersten Weltkrieg*, Essen, Klartext, 2007; T.M. PROCTOR, "Missing in Action : Belgian Civilians and the First World War", in *Revue Belge d'Histoire Contemporaine*, 2005, 4, p. 547-572. 63. Nous avons répertorié 24 thèses de doctorat réalisées entre 1981 et 2013, dont 10 l'ont été à l'étranger. 64. M. CONWAY, *Collaboration in Belgium. Léon Degrelle and the Rexist Movement, 1940-1944*, New Haven, Yale University Press, 1993, p. 5. 65. S. DE SCHAEFDRIJVER, "L'Europe occupée en 1915 : entre violence et exploitation", in J. HORNE (dir.), *Vers la guerre totale: le tournant de 1914-1915*, Paris, Tallandier, 2010, p. 121-152; S. DE SCHAEFDRIJVER, "Populations under occupation", in J. WINTER (dir.), *The Cambridge History of the First World War. Volume III. Civil Society*, Cambridge, 2014, p. 242-256. 66. B. BENVINDO & B. MAJERUS, "Belgien zwischen 1914 und 1918 : ein Labor für den totalen Krieg", in A. BAUERKAEMPER & E. JULIEN (dir.), *Durchhalten! Krieg und Gesellschaft im Vergleich 1914-1918*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2010, p. 127-148. Cette diversité d'expériences apparaît au grand jour dans M. AMARA, S. JAUMAIN, B. MAJERUS & A. VRINTS (dir.), *Une "guerre totale" ? La Belgique dans la Première Guerre mondiale : nouvelles tendances de la recherche historique*, Bruxelles, AGR, 2005.



La première édition de "De Groote Oorlog. Het Koninkrijk België tijdens de Eerste Wereldoorlog", ouvrage de référence publié par Sophie De Schaepdrijver en 1997. Ce livre connaîtra neuf rééditions, et sera également traduit en français sous le titre "La Belgique et la Première Guerre mondiale" (2004).

Si l'histoire de l'occupation a fait couler beaucoup d'encre dès l'entre-deux-guerres, les grandes synthèses de cette époque sont aujourd'hui renouvelées par une historiographie plus attentive aux jeux d'échelle et aux marges de manœuvre. Les dynamiques de contrôle social sont désormais placées sous la loupe, en particulier les processus d'adaptation des institutions policières et judiciaires, et leurs usages par la population⁶⁷. Perspectives d'en bas et d'en haut se combinent aussi, à présent, pour apporter un nouvel éclairage sur d'anciens sujets, comme la politique alimentaire en 1914-1918⁶⁸. Une approche semblable caractérise l'histoire de la collaboration et de la résistance : l'accent est mis sur les réseaux de sociabilité, les origines sociales et les pratiques locales⁶⁹. Pour sa part, l'expérience du front n'avait été

abordée que dans l'ombre des controverses sur le mouvement flamand ou sur l'attitude du roi Albert, pour ensuite disparaître des préoccupations historiennes. Un certain nombre de chercheurs ont récemment investigué à nouveaux frais l'expérience des soldats belges, en s'appuyant sur leurs écrits privés mais aussi en étudiant les appareils disciplinaires auxquels ils se confrontent⁷⁰. Enfin, les réfugiés avaient été, pendant près d'un siècle, le véritable angle mort de l'histoire comme de la mémoire de 1914-1918. Au cours des années 2000, ils ont finalement trouvé, eux aussi, leur historien, qui a mis en évidence le caractère socialement différencié des expériences d'exil⁷¹. À ces trois champs désormais cernés, vient timidement s'ajouter l'histoire des colonies en 1914-1918 et la dimension multiculturelle du front de l'Yser,

67. B. MAJERUS, *Occupations et logiques policières. La police bruxelloise en 1914-1918 et 1940-1945*, Bruxelles, Académie royale de Belgique, 2007; F. AURORÉ, *Guerres et délinquance juvénile. Un demi-siècle de pratiques judiciaires et institutionnelles envers des mineurs en difficulté (1912-1950)*, Bruges, La Chartre, 2011; M. BOST, *Traverser l'occupation 1914-1918. Du modus vivendi à la grève : la magistrature belge face aux occupants allemands*, thèse de doctorat UCL, 2013. 68. G. NATH, *Brood willen we hebben! Honger, sociale politiek en protest tijdens de Eerste Wereldoorlog*, Anvers, Manteau, 2013; T. VAN BOSSTRAETEN, *Bezet maar beschermd : België en de markies van Villalobar tijdens de Eerste Wereldoorlog*, Louvain, Acco, 2008; A. VRINTS, "Sociaal protest in een bezet land. Voedseloproer in België tijdens de Eerste Wereldoorlog", in *Tijdschrift voor Geschiedenis*, 2011, 124, p. 30-47. 69. E. DEBRUYNE & L. VAN YPERSELE, *De la guerre de l'ombre aux ombres de la guerre. L'espionnage de 14-18 en Belgique occupée. Histoire et mémoire*, Bruxelles, Labor, 2004; J. VAN DER FRAENEN, *Voor den kop geschoten. Executies van Belgische spionnen door de Duitse bezetter (1914-1918)*, Roulers, Roularta, 2009; L. VANDEWEYER, *Een kleine stad in een "Groote Oorlog" : de Eerste Wereldoorlog en het activisme te Tienen en omgeving*, Tirlémont, Aqua Fortis, 2003; A. VRINTS, *Bezette stad : Vlaams-nationalistische collaboratie in Antwerpen tijdens de Eerste Wereldoorlog*, Bruxelles, AGR, 2002. 70. B. AMEZ, *Vie et survie dans les tranchées belges. Témoignages inédits*, Bruxelles, Jourdan, 2013; B. BENVINDO, *Des hommes en guerre. Les soldats belges entre ténacité et désillusion, 1914-1918*, Bruxelles, AGR, 2005; S. HORVAT, *De vervolging van militairrechtelijke delicten tijdens Wereldoorlog I : De werking van het Belgisch Krijggerecht*, Bruxelles, VUBPress, 2009; J. MONBALLYU, *De jacht op de flaminganten : de strafrechtelijke repressie van de Vlaamsgezinde militairen aan het IJzerfront*, Bruges, De Klaproos, 2010; T. SIMOENS, *Het gezag onder vuur : Over de conflicten tussen soldaten en hun oversten aan het IJzerfront*, Bruges, De Klaproos, 2011. 71. M. AMARA, *Des Belges à l'épreuve de l'exil. Les réfugiés de la Première Guerre mondiale : France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, 1914-1918*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2008.

qui restent des terrains encore en friche⁷². Les recherches sur l'après-guerre ont déjà plus d'ampleur : outre la mémoire collective, ce sont surtout les sanctions à l'encontre des différentes catégories d'"ennemis intérieurs" qui ont retenu l'attention, dans la foulée de l'intérêt international pour la *transitional justice*⁷³.

La remarquable diversification qu'a connue la recherche sur la Grande Guerre depuis les années 1990 ne signifie pas pour autant qu'il n'existe plus de terrains vierges. Bien que la Belgique fût en 1914 un des pays les plus urbanisés du monde, la tradition belge d'histoire urbaine s'est peu intéressée à la ville entre 1914 et 1918. Du fait que la Belgique ait raté la grande vague d'histoire sociale d'orientation structuraliste et quantitative des années 1970, le projet de Pirenne d'une histoire socio-économique du conflit reste à mener. Pour bon nombre de sujets comme le travail ou les stratégies de subsistance, les études datant de l'entre-deux-guerres restent les seules références dont dispose l'historien. Ces lacunes entraînent encore et toujours l'écriture d'une histoire "synthétique", qui relierait les appro-

ches politiques, culturelles, économiques et sociales.

IV. Conclusion

Depuis 1914, les historiens belges ont donné naissance à une production particulièrement vaste sur la Première Guerre mondiale. Peu d'épisodes de l'histoire de Belgique ont fait l'objet d'un investissement historiographique aussi conséquent. Si on compare cette production avec celle qui a émergé chez les anciens belligérants, on constate que les études sur la Belgique se sont éloignées au fil du temps du modèle international. Durant l'entre-deux-guerres, alors que domine en Europe une historiographie à "configuration militaire et diplomatique" (Prost et Winter), les historiens belges mettent en avant la dimension civile du conflit. Prolongeant d'une certaine manière le récit de la "*Poor little Belgium*", ils apportent leur pierre à une mémoire belge de la Grande Guerre qui accorde une place spécifique à l'expérience d'invasion et d'occupation⁷⁴. La fracture s'accroît encore au cours des cinq décennies qui suivent la Seconde Guerre mondiale. Alors que l'histoire de la Grande

72. Citons malgré tout J. VANGANSBEKE, "Comrades in arms? Het diplomatieke steekspel tussen België en het Britse Empire in Afrika tijdens de Grote Oorlog", in *Revue belge d'histoire militaire*, 2008, 1-2, p. 131-158; D. DENDOOVEN & P. CHIELENS, *La Première Guerre mondiale : cinq continents au front*, Bruxelles, Racine, 2008; G. BROSENS, *Congo aan den Yser. De 32 Congolese soldaten van het Belgisch leger in de Eerste Wereldoorlog*, Anvers, Manteau, 2013.

73. X. ROUSSEAU & L. VAN YPERSELE (dir.), *La patrie crie vengeance ! Le châtiement des inciviques belges au sortir de la Grande Guerre*, Bruxelles, Le Cri, 2008; J. MONBALLYU, *Slechte Belgen ! De repressie van het incivisme na de Eerste Wereldoorlog door het Hof van Assisen van Brabant (1919-1929)*, Bruxelles, AGR, 2011; P. LELOUP, X. ROUSSEAU & A. VRINTS, "Banditry in occupied and liberated Belgium, 1914-21. Social practices and state reactions", in *Social History*, 2014, 1, p. 83-105. 74. V. ROSOUX & L. VAN YPERSELE, "The Belgian national past : Between Commemoration and Silence", in *Memory Studies*, 2011, 1, p. 45-57.

Guerre est profondément renouvelée par des approches sociales, l'historiographie belge se replie sur elle-même. La production nationale sur le conflit 14-18 est, de surcroît, désormais réduite à la portion congrue : plus encore qu'ailleurs, la Seconde Guerre mondiale laisse la Première dans l'ombre. La Grande Guerre ne devient nullement, en Belgique, un problème central de l'histoire contemporaine qui s'institutionnalise à cette époque. Ce n'est qu'au cours des années 1990 que l'historiographie belge s'inscrit à nouveau dans les temporalités décrites par Prost et Winter. Mêlant approches culturelles et sociales, les historiens belges réintègrent alors le débat international, qui a entretemps érigé la Belgique en exemple paradigmatique de la "guerre totale" qui marque le XX^e siècle.

Si cette contribution a mis en évidence les différents temps de l'historiographie belge de la Grande Guerre, elle permet également d'interroger, en forme d'ouverture, la position de cette narration par rapport à d'autres formes de récit. Depuis 1914, la voix des historiens n'a jamais été la seule à se faire entendre dans la discussion sur le passé de guerre. Après une phase de mobilisation nationale sous l'occupation et durant l'immédiat après-guerre, les historiens belges ont peiné à s'imposer, tant les témoins occupaient une place centrale dans la mémoire du conflit. Ce n'est qu'à partir des années 1960, quand la génération des acteurs quitte la scène, qu'ils prennent un rôle d'importance dans

cette discussion, en s'attaquant aux mythes qu'avaient fait naître les mémoires patriotiques belge et flamande. De manière toujours plus autonome, ils développent, à partir des années 1990, une nouvelle histoire de la Première Guerre mondiale, moins engoncée dans les logiques nationales. Ils bénéficient, pour cela, de l'institutionnalisation de l'histoire contemporaine initiée à partir des années 1960 dans les universités mais aussi au-delà. De cette manière, si la Première Guerre mondiale n'a pas contribué à institutionnaliser l'histoire contemporaine en Belgique, l'inverse est certainement vrai, permettant aux historiens belges de s'imposer dans le débat public sur la Grande Guerre et son héritage.

Les commémorations attendues en 2014-2018 ont fait naître la crainte que cette position ne soit mise en danger. Avec le centenaire en vue, les pouvoirs publics se sont en effet érigés en acteurs incontournables de la mémoire de guerre. Dans un esprit de concurrence institutionnelle, les communes, les provinces, les entités fédérées (Flandre en tête) et l'État fédéral ont chacun développé leur propre programme commémoratif. Cette multiplication des dispositifs mémoriels pourrait bien faire du centenaire de 2014-2018 le plus grand événement commémoratif dans l'histoire de l'État belge⁷⁵. Dans ce contexte de (ré)investissement du passé, la Flandre a été accusée de mettre à l'écart ses historiens, pour mieux privilégier les enjeux de tourisme et d'affirmation natio-

75. N. WOUTERS, "Poor little Belgium? Flemish- and French-language Politics of Memory (2014-2018)", in *Journal of Belgian History*, 2012, 2, p. 198.

nale. Selon Sophie de Schaepdrijver, il s'agirait là d'un "affront flamand à tous ses historiens"⁷⁶. Deux questions émergent en filigrane de ce débat, nourrissant pour la première fois une réflexion publique des historiens belges de 1914-1918 sur leurs pratiques et métiers. Premièrement, les historiens doivent-ils revendiquer une place dans les commémorations, opérations qui sont par définition politiques ? Deuxièmement, les professionnels de l'histoire sont-ils vraiment mis à la marge des dispositifs mémoriels qui s'annoncent ? En Belgique francophone comme au niveau fédéral, ils occupent des positions-clés dans les programmes com-

mémoratifs, ce qui n'a pas manqué de susciter, en retour, des interrogations sur l'absence (potentielle) de voix critiques face à cette vague commémorative⁷⁷. Leurs collègues flamands jouent, eux aussi, un rôle significatif dans les innombrables initiatives d'histoire publique (expositions, programmes télévisés, etc.) qui émergent avec le centenaire de la guerre. Cette présence conséquente et visible, dans les différentes régions du pays, semble indiquer que, contrairement aux craintes parfois entendues, les historiens demeurent des acteurs centraux du débat sur la guerre. Conserveront-ils, pour autant, le droit de poser leurs propres questions au passé ?

BRUNO BENVINDO (°1980) est historien, attaché au Centre d'études et de documentation Guerre et Sociétés contemporaines (CIGESOMA). Il a notamment publié, avec Evert Peeters, "Les Décombres de la guerre. Mémoires belges en conflit, 1945-2010" (La Renaissance du livre, 2012).

BENOIT MAJERUS (°1975) est enseignant-chercheur à l'Université du Luxembourg. Il vient de publier "Parmi les fous. Une histoire de la psychiatrie au 20^e siècle" aux Presses Universitaires de Rennes.

ANTOON VRINTS (°1978) enseigne l'histoire sociale à l'Université de Gand. Attaché à l'unité de recherche "Sociale geschiedenis na 1750", il a publié sur la violence, le contrôle social et la politique alimentaire.

76. Cité in C. LAPORTE, "Un affront flamand à tous ses historiens", in *La Libre Belgique*, 31.1.2013. 77. N. WOUTERS, "Poor little Belgium", p. 198.

